

ECONOMIE

Les perspectives mitigées du Maroc en 2016

- La dépréciation du prix du baril, une opportunité pour le Maroc, selon l'OCP Policy Center
- La libéralisation du commerce avec les marchés asiatique et africain s'impose
- Les pays émergents fortement impactés par le ralentissement de la Chine

EN 2016, le manque de réforme visant à encourager l'attractivité des capitaux au Maroc constitue un véritable obstacle à la croissance. C'est en substance ce qui ressort de la dernière livraison de l'OCP Policy Center, ayant pour thème: «L'amé-

lioration des perspectives mondiales et le Maroc». Pourtant l'environnement externe s'annonce plutôt favorable. Tributaire du marché européen, le Maroc profitera pleinement de la chute du prix du baril et de la dévaluation significative du dirham sous l'effet de l'appréciation du dollar. La reprise en cours en Europe, qui reste de loin le principal partenaire économique du Royaume, combinée à la dévaluation du taux de change réel, devrait conduire à l'amélioration des exportations. Le passage vers un régime de change flexible faciliterait également l'ajustement aux chocs externes et internes, explique le rapport.

La dépréciation du cours de l'or noir devrait aider à soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs en 2016. Cela aura également comme effet le soulagement de la balance des paiements et du déficit budgétaire. «L'effet bénéfique de la chute du prix du baril et de la reprise des exportations ne présente qu'une fenêtre de temps limité pour accélérer les réformes les plus urgentes visant à tirer plus de capitaux au Maroc», souligne le rapport. Et cela en raison de

l'orientation du Maroc principalement vers des marchés à croissance relativement faible, à savoir l'Europe et les Etats-Unis.

Classement mondial des pays en fonction de leur PIB (en %)

	2015	2016
Inde	7,5	7,2
Chine	6,9	6,3
Etats-Unis	2,5	2,6
Royaume-Uni	2,5	2,5
Zone Euro	1,5	1,6
Japon	0,7	0,7
Russie	-4	-1
Brésil	-3	-1,5

Source: Author's Forecast

En dépit du ralentissement que subit l'économie chinoise, sa croissance prévue en 2016 s'établirait à plus de 6%. Tandis que le Brésil et la Russie continueront à connaître de fortes récessions

Dès lors, une réorientation des exportations vers les marchés à forte croissance s'impose. La libéralisation du commerce avec l'Asie et en Afrique pourrait contribuer considérablement à dynamiser les exportations.

Dans ce contexte plutôt favorable, la croissance de la production non agricole du Maroc, varierait dans une fourchette comprise entre 3 à 3,5%. Quant au secteur de tourisme, il reste volatil en raison des facteurs exogènes liés notamment à l'instabilité des pays arabes. De ce fait, des efforts sont indispensables afin d'améliorer le climat des investissements et pour attirer davantage de capitaux privés. Dans le même registre, le Maroc devrait faciliter davantage l'émigration dans le but de soulager la pression que subit le marché du travail.

Cela intervient dans un contexte mondial relativement complexe. L'événement le plus marquant de l'année 2015 a été le ralentissement de l'économie chinoise. Celui-ci a eu et continue d'avoir un impact sur l'économie de plusieurs pays émergents fournisseurs d'énergie et/ou de matières premières, en particulier du Brésil et de la Russie. La croissance économique à l'échelle planétaire est susceptible de montrer quelques signes d'amélioration en 2016. Toutefois, les Etats-Unis et l'Europe seront marqués par une reprise relativement lente. L'essoufflement de l'économie chinoise et de nombreux marchés émergents, combinés à la lenteur des échanges mondiaux nourrissent ces perspectives à la baisse.

Il faut dire que la conjoncture actuelle reste sous l'emprise de trois aspects:

■ Echanges mondiaux relativement faibles

Le commerce mondial peine à retrouver son élan alors qu'il progressait à un

rythme presque deux fois supérieur au PIB mondial lors de la période pré-crise. Les échanges mondiaux s'estompent sous l'effet de deux facteurs: cyclique et structurel. Le ralentissement conjoncturel reflète d'une part, la baisse de régime enregistrée en Europe, une région caractérisée par de grands flux commerciaux internes. Et d'autre part, le faible niveau d'investissement dans les pays avancés. Les contraintes imposées par la chute des prix des matières premières sur les pays en développement ont également contribué au ralentissement du commerce international. Toutefois, le niveau de croissance du commerce mondial croîtra sans pour autant atteindre les taux élevés observés dans les années 1990 et début des années 2000.

■ Net ralentissement de la Chine

Les inquiétudes sur la Chine vont au-delà du passage progressif du pays vers une dépendance accrue à la consommation intérieure et la réduction des exportations (ce qui implique au passage la réduction des importations de matières premières). Cette politique coïncide avec un fort ralentissement cyclique, comme peuvent en témoigner l'aterrissement du marché immobilier et de l'investissement, et la résilience du secteur industriel. La correction cyclique suite à l'expansion massive du crédit, les dépenses du gouvernement local, et de l'investissement par les entreprises publiques a permis à l'économie chinoise de maintenir des taux de croissance élevés pendant les pires années de la crise financière. Aujourd'hui, le secteur manufacturier subit une pression du fait de l'appréciation du taux de change. Une situation suite à laquelle l'empire du Milieu est rentrée en récession.

■ Fragilité des marchés émergents

Les effets de l'essoufflement de l'économie chinoise ont été ressentis plus vivement par d'autres marchés émergents, en particulier par les exportateurs de produits de base. Le ralentissement des marchés émergents et les incertitudes financières causées par la Chine, ont conduit à une forte baisse des entrées de capitaux privés et à par conséquent une augmentation de leurs sorties dans les marchés émergents. La perspective d'une hausse des taux d'intérêt américains a également joué un rôle dans ce sens. La Russie, qui fait l'objet de sanctions, le Brésil, victime de scandales de corruption, ou encore la Turquie, qui dépend des entrées de capitaux, sont fortement vulnérables à une détérioration de la confiance des investisseurs. □

A.I.L.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com